

Direction des Affaires Civiles, Juridiques
et Funéraires
Service Conseil Municipal

10 juin 2025

JONQUIERES
CHENAL DE CARONTE

TRAVAUX DE RÉHABILITATION D'UN HANGAR
A FILETS POUR L'ÉCOLE DE PÊCHE

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU
DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
AU TITRE DE L'AIDE
AUX TRAVAUX DE PROXIMITÉ

(Abrogation de la décision n° 2024-061
du 18 juin 2024)

ANNEE 2025

DÉCISION N° 2025 - 086

Nous, Gaby CHARROUX, Maire de la Commune de Martigues,

Agissant en vertu de la délibération n° 20-043 du Conseil Municipal en date du 27 mai 2020, reçue par Monsieur le Sous-Préfet d'Istres le 1^{er} juin 2020, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, alinéa 26 nous accordant délégation aux fins de demander à tout organisme financeur, l'attribution de subvention,

Considérant que la Commune de Martigues est propriétaire d'un bâtiment dénommé "hangar à filets" d'une surface de 81 m², situé le long du chenal de Caronte,

Considérant que la Commune souhaite réhabiliter cette structure aujourd'hui inoccupée,

Considérant que le projet consiste à transformer le hangar à filets pour y installer une école de pêche,

Considérant que le bâtiment sera un Établissement Recevant du Public (ERP) type L, de 5^{ème} catégorie, avec un effectif de 49 personnes maximum,

Considérant que l'équipement à réaliser est situé sur le domaine public maritime et que le terrain a fait l'objet d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT),

Considérant que les travaux comprennent la création d'un dégagement, d'une salle d'enseignement, d'un bureau et d'un sanitaire mixte,

Considérant que le coût des travaux s'élève à 97 200 € HT soit 116 640 € TTC, et que la durée sera de 5 mois,

Considérant que le Département des Bouches-du-Rhône peut accorder une subvention à la Commune afin de financer la réalisation de divers travaux sur des bâtiments communaux, dans la limite de 85 000 € HT,

Considérant que par décision du Maire n° 2024-061 en date du 18 juin 2024, la Commune a décidé de solliciter la participation financière du Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la réhabilitation d'un hangar à filets pour l'école de pêche, dans le quartier de Jonquières,

Considérant toutefois qu'à la demande du Département, il convient d'actualiser la décision du Maire n° 2024-061 en date du 18 juin 2024, car la demande de participation de la Commune n'a pas été instruite dans les délais,

Considérant dans ces conditions, qu'il appartient au Maire de reformuler sa demande de subvention auprès du Département et d'abroger la décision n° 2024-061 du 18 juin 2024,

DECISIONS :

=====

- De solliciter la participation financière, la plus élevée possible, du Département des Bouches-du-Rhône, dans le cadre du financement des travaux de réhabilitation d'un hangar à filets pour l'école de pêche, situé le long du chenal de Caronte, pour l'année 2025 et ce, au titre de l'aide aux travaux de proximité.

Cette subvention pourrait s'élever à 70 % du coût hors taxes des travaux plafonné à 85 000 € HT par projet. La Commune de Martigues assurerait un autofinancement de 30 %.

Le plan de financement de ces travaux pourrait donc être le suivant :

. Département des Bouches-du-Rhône70% du montant plafonné HT soit 59 500 € HT
. Commune de Martigues 30% du montant plafonné HT soit 25 500 € HT

La recette sera constatée au Budget de la Commune, Fonction 020220, Nature 2313.

Au cours de sa prochaine séance, le Conseil Municipal sera informé de la présente décision qui sera soumise aux mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément à l'Article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille sis au 31, rue Jean-François LECA - 13235 MARSEILLE Cedex 02 dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification.

Le Tribunal peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité signataire de la présente décision dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication ou notification.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de rejet exprès du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours.

Le Maire
Gaby CHARROUX

Signature numérique de Gaby
CHARROUX
DN: c=FR, o=COMMUNE DE
MARTIGUES, oi=NTRFR-
211300561, ou=0002 211300561,
sn=CHARROUX, givenName=Gaby,
cn=Gaby CHARROUX,
serialNumber=243162KJE026
Date: 11/06/2025 08:01:11 +02:00